

Trois monastères au Tibet bouclés par les autorités chinoises

REUTERS 14.03.08 | 07h52

PEKIN (Reuters) - Les autorités chinoises ont fermé l'accès à trois monastères au Tibet, rapportent des militants, après une série de manifestations dans cette région bouddhiste dont les revendications d'indépendance ont gagné en visibilité à l'approche des Jeux olympiques de Pékin.

Les manifestations, qui se sont propagées à des provinces chinoises habitées par des Tibétains, ont commencé cette semaine après des marches organisées dans le monde entier pour marquer le 49e anniversaire d'un soulèvement manqué contre le pouvoir communiste au Tibet.

« Les trois monastères sont fermés aux touristes », a déclaré International Campaign for Tibet, organisation basée à Washington, dans un communiqué, citant des voyageurs. « Il y a une atmosphère de peur et de tension accrues dans la capitale du Tibet. »

Lundi, 500 moines du monastère de Drepung ont organisé une marche à Lhassa qui a ensuite été suivie par des actions menées par des moines dans les monastères de Sera et Ganden, dans les environs de la capitale tibétaine. Les forces de sécurité ont tiré des gaz lacrymogènes sur une des manifestations au moins, selon les médias.

DES MOINES EN GREVE DE LA FAIM

Le guide spirituel des Tibétains, le Dalaï Lama, s'est exilé en Inde après le soulèvement de 1959, neuf ans après l'invasion du Tibet par les forces chinoises.

Radio Free Asia (RFA), radio financée par les Etats-Unis, rapporte que des moines de Sera observent une grève de la faim, réclamant le retrait de membres des forces paramilitaires chinoises du monastère et la libération de moines arrêtés cette semaine.

Deux moines de Drepung sont dans un état critique après des tentatives de suicides, a rapporté RFA.

Le nombre de Tibétains arrêtés n'a pas pu être confirmé mais les organisations pro-Tibet disent qu'elles s'attendaient à des représailles gouvernementales.

« Il y a des signes montrant que les autorités ont lancé un processus d'enquête dans les monastères qui pourrait mener à des détentions et à des tortures », estime International Campaign for Tibet.

Human Rights Watch appelle la Chine, ainsi que le Népal et l'Inde, où des manifestations similaires ont eu lieu, à libérer les Tibétains arrêtés.

« Les manifestations pacifiques sont protégées par le droit international et local et elles devraient être autorisées, pas dispersées violemment », a déclaré Sophie Richardson, chargée du secteur Asie chez HRW, dans un communiqué.

Lindsay Beck, version française Natacha Crnjanski